

## 11.2 Croissance - Productivité

En 2018, la croissance française ralentit : le **produit intérieur brut (PIB)** progresse de 1,7 % en volume, après + 2,3 % en 2017. La consommation des ménages et les dépenses d'investissement ralentissent. La **contribution** de la **demande intérieure** hors stocks à la croissance du PIB en volume s'élève à + 1,3 point, après + 2,1 points. Le comportement de stockage des entreprises contribue négativement à la croissance de l'activité. En revanche, la contribution du commerce extérieur se redresse.

En 2018, l'**investissement** de l'ensemble de l'économie décélère nettement en volume (+ 2,8 %, après + 4,7 % en 2017). L'investissement des ménages marque le pas, celui des entreprises non financières (ENF) décélère, notamment pour les achats de biens manufacturés et pour les dépenses en construction ; il reste cependant vigoureux dans l'information et la communication ainsi que dans les services aux entreprises. En revanche, l'investissement des **administrations publiques (APU)** accélère porté par l'investissement en construction des collectivités locales.

La rémunération des salariés des **sociétés non financières (SNF)** accélère en 2018 et croît à un rythme plus rapide que celui de leur **valeur ajoutée**. Les impôts sur la production nets des subventions s'accroissent également. Ainsi, l'**excédent brut d'exploitation (EBE)** ralentit nettement et le taux de marge des SNF diminue de 0,5 point pour s'établir à

31,2 %. Leur taux d'autofinancement diminue aussi en 2018.

Après une progression marquée en 2017, la **production** manufacturière décélère en 2018. Ce ralentissement concerne toutes les **branches d'activité**. La production agro-alimentaire se replie. Celle de la branche cokéfaction-raffinage est affectée par plusieurs semaines de fermeture dans certaines raffineries. La production de matériel de transport décélère. Enfin, la production des « autres industries » ainsi que celle de biens d'équipement ralentissent également. Par ailleurs, la production d'énergie, eau, déchets progresse comme en 2017. En 2018, la production des services marchands ralentit légèrement. Ce ralentissement s'observe dans la plupart des branches : commerce, services aux ménages, services de transport, hébergement-restauration, information-communication et activités financières. En revanche, les activités immobilières accélèrent. La production agricole, quant à elle, ralentit pour rejoindre une progression plus tendancielle, après le contre-coup de 2017 tenant aux récoltes historiquement mauvaises de l'été 2016. Après s'être stabilisée, la production dans la construction ralentit nettement.

L'emploi total continue de progresser en 2018. La **productivité** horaire **apparente du travail** de l'ensemble des branches de l'économie progresse de 1,5 %, après + 2,2 % en 2017. ■

### Définitions

**Produit intérieur brut (PIB)** : agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels (SI) ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ; la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services, plus les exportations, moins les importations ; la somme des emplois des comptes d'exploitation des SI.

**Administrations publiques (APU), branche d'activité, contribution à l'évolution d'un agrégat, demande intérieure finale, excédent brut d'exploitation (EBE), institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), production, productivité apparente du travail, sociétés financières, sociétés non financières (SNF), solde du commerce extérieur, valeur ajoutée** : voir rubrique « Définitions » en annexe.

### Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Les comptes de la Nation en 2018 – Le PIB ralentit nettement (+ 1,7 % après + 2,3 %), le pouvoir d'achat des ménages ralentit peu », *Insee Première* n° 1754, mai 2019.
- « OECD Compendium of Productivity Indicators 2019 », OECD, avril 2019.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

## Comptes de la Nation en 2018

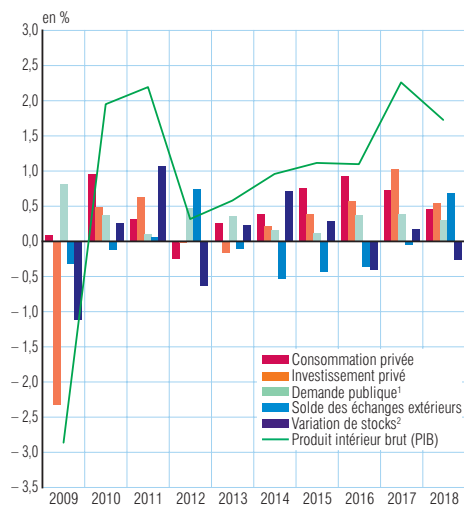
en %

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés			2018			Contribution à la croissance du PIB en volume
	16/15 (r)	17/16 (r)	18/17	en milliards d'euros		Évolution 18/17	
				des prix	en valeur		
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>1,1</b>	<b>2,3</b>	<b>1,7</b>	<b>2 353</b>	<b>0,8</b>	<b>2,5</b>	<b>1,7</b>
Importations de biens et services	2,9	3,9	1,2	756	2,0	3,3	-0,4
<b>Total des emplois finals</b>	<b>1,5</b>	<b>2,7</b>	<b>1,6</b>	<b>3 109</b>	<b>1,1</b>	<b>2,7</b>	<b>2,1</b>
Consommation finale effective des ménages	1,8	1,4	0,9	1 629	1,2	2,1	0,6
<i>dont : dépense de consommation des ménages</i>	<i>1,8</i>	<i>1,4</i>	<i>0,9</i>	<i>1 220</i>	<i>1,5</i>	<i>2,4</i>	<i>0,5</i>
<i>dépense de conso. individualisable des administrations</i>	<i>1,9</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>360</i>	<i>0,5</i>	<i>1,3</i>	<i>0,1</i>
Consommation collective des administrations publiques	0,4	1,1	0,9	191	0,6	1,5	0,1
Formation brute de capital fixe	2,7	4,7	2,8	538	1,4	4,3	0,6
<i>dont : entreprises non financières</i>	<i>2,9</i>	<i>4,7</i>	<i>3,8</i>	<i>304</i>	<i>1,1</i>	<i>5,0</i>	<i>0,5</i>
<i>ménages</i>	<i>2,8</i>	<i>6,6</i>	<i>2,0</i>	<i>126</i>	<i>1,9</i>	<i>3,9</i>	<i>0,1</i>
<i>administrations publiques</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>2,4</i>	<i>80</i>	<i>1,8</i>	<i>4,2</i>	<i>0,1</i>
Variation de stocks <sup>1,2</sup>	-0,4	0,2	-0,3	14	///	///	-0,3
Exportations de biens et services	1,8	3,9	3,5	737	0,8	4,3	1,1

1. Y c. les acquisitions moins cessions d'objets de valeur. 2. Contributions à la croissance du PIB pour la variation de stocks.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## Contributions à la croissance du PIB en volume de 2009 à 2018



1. Y c. institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Y c. les acquisitions moins cessions d'objets de valeur.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## Évolution de la productivité horaire apparente du travail par branche

en %

	16/15 (r)	17/16 (r)	18/17
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>-11,9</b>	<b>11,3</b>	<b>2,0</b>
<b>Ind. manufacturière, ind. extractives et autres</b>	<b>0,7</b>	<b>2,6</b>	<b>0,7</b>
Ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-2,1	0,5	1,0
Fabric. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,9	1,6	-0,8
Cokéfaction et raffinage	11,2	-8,5	1,9
Fabric. de machines et d'équip. électriques¹	0,6	4,0	1,4
Fabrication de matériels de transport	0,8	1,2	0,5
Fabrication d'autres produits industriels	1,8	4,1	1,0
<b>Construction</b>	<b>1,7</b>	<b>4,0</b>	<b>0,2</b>
<b>Services principalement marchands</b>	<b>0,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>
Commerce, transports, héb. et restauration	1,4	2,4	0,8
Information et communication	-0,4	5,1	2,0
Activités financières et d'assurance	0,0	0,7	7,0
Activités immobilières	-2,2	0,9	3,0
Act. scient. et tech. ; serv. adm. et de soutien	-1,4	1,0	2,1
Autres services	0,4	2,4	2,3
<b>Services principalement non marchands²</b>	<b>0,4</b>	<b>2,0</b>	<b>1,2</b>
<b>Ensemble</b>	<b>0,2</b>	<b>2,2</b>	<b>1,5</b>

1. Y c. fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

2. Regroupement « Admin. publique, Enseign., Santé humaine et action sociale ».

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## Taux de croissance du PIB en volume dans quelques pays du monde

en %

Pays	17/16 (r)	18/17	Pays	17/16 (r)	18/17	Pays	17/16 (r)	18/17
Allemagne	2,2	1,4	Grèce (p)	1,5	1,9	Rép. tchèque	4,4	3,0
Autriche	2,6	2,7	Hongrie	4,1	4,9	Roumanie (p)	7,0	4,1
Belgique	1,7	1,4	Irlande	7,2	6,7	Royaume-Uni	1,8	1,4
Bulgarie	3,8	(p) 3,1	Italie	1,7	0,9	Slovaquie	3,2	4,1
Chypre (p)	4,5	3,9	Lettonie	4,6	4,8	Slovénie	4,9	4,5
Croatie	2,9	2,6	Lituanie	4,1	3,5	Suède	2,1	2,4
Danemark	2,3	1,5	Luxembourg	1,5	2,6	<b>UE</b>	<b>2,5</b>	<b>2,0</b>
Espagne (p)	3,0	2,6	Malte	6,8	6,7	Islande	4,6	4,6
Estonie	4,9	3,9	Pays-Bas	2,9	(p) 2,6	Norvège	2,0	1,4
Finlande	3,0	1,7	Pologne	4,8	5,1	Suisse	1,6	2,5
<b>France (p)</b>	<b>2,3</b>	<b>1,7</b>	Portugal	(p) 2,8	(e) 2,1			

Source : Eurostat (extraction du 2 juillet 2019).

## Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard